

## L'Iran fait monter les enchères

Article paru dans l'édition du 21.07.06

**La stratégie de tension que Téhéran organise hors de ses frontières inquiète ses voisins arabes**

**J**usqu'à présent, chacun des conflits du Moyen-Orient avait ses causes particulières et sa logique propre. Aujourd'hui, on assiste à une articulation de tous ces conflits, où l'élément-clé est l'émergence de l'Iran comme grande puissance régionale à potentialité nucléaire. Ce glissement entraîne des réajustements, voire des renversements d'alliances, fort complexes.

La crise entre le Hamas et Israël reste en fait bilatérale. Le Hamas subit une mutation difficile pour passer d'une logique militaire à une logique politique : se mêlent le pas en avant (envisager une reconnaissance d'Israël) et la provocation militaire (enlèvement d'un soldat), sans que l'on sache trop ce qui relève des luttes internes, d'un mauvais calcul politique ou d'incohérence. La réponse israélienne reste dans la logique de l'Etat hébreu envers toute autorité palestinienne : ne lui laisser le choix qu'entre la totale coopération avec Israël ou la disparition, toujours au profit de plus radicaux.

L'attaque du Hezbollah contre Israël, elle, est un tournant. Ici, il ne peut y avoir d'erreur de calcul : vu la réaction israélienne contre la bande de Gaza, le Hezbollah et ses deux parrains (l'Iran et la Syrie) savaient parfaitement que l'attaque serait suivie d'une nouvelle guerre du Liban. C'est donc ce qu'ils souhaitaient.

Le calcul de la Syrie est simple. Damas n'a jamais accepté son expulsion du Liban et cherche à y revenir. Dans le fond, un retour aux années 1980 arrange Damas : un gouvernement central libanais affaibli, un Hezbollah en première ligne contre Israël, et Damas redevient seul arbitre possible dans le pays du Cèdre. Il y a un risque : que les Israéliens décident une fois pour toutes de s'attaquer à la Syrie, qui est la véritable base arrière du Hezbollah. Reste qu'un renversement du régime de Bachar Al-Assad risque d'amener les Frères musulmans syriens au pouvoir.

Or, même si ceux-ci sont aujourd'hui plus proches de l'islam politique turc au pouvoir à Ankara (le Parti de la justice et du développement-AKP) que du Hamas palestinien, les Israéliens ne veulent pas courir le risque de se retrouver entourés de régimes islamistes. Paradoxalement, c'est donc sa propre faiblesse qui est le meilleur rempart de la Syrie. Se sentant ainsi sanctuarisé, le régime de Damas peut continuer à entretenir la guerre au Liban, seule condition de son retour possible dans ce pays.

La clé de la situation actuelle est en Iran. Il est le seul acteur à avoir une stratégie cohérente où les considérations de court terme s'articulent sur une stratégie de long terme. Sur le court terme, il s'agit d'empêcher toute frappe aérienne contre ses installations nucléaires. Sur le long terme, l'Iran veut devenir la grande puissance régionale. Dans le premier cas, les adversaires sont avant tout les Américains et éventuellement les Européens ; dans le deuxième cas, ce sont ses voisins arabes. La dénonciation d'Israël est ici un moyen plus qu'une fin : elle permet de court-circuiter et d'embarrasser les régimes arabes tout en « externalisant » la crise dans les pays du Proche-Orient.

Lorsque, en 2004, les Européens se sont placés en première ligne pour bloquer le programme nucléaire iranien, ils n'ont agi que dans une perspective étroitement bilatérale : la communauté internationale contre l'Iran. Ils ont mis au point un programme graduel de sanctions et d'incitations pour contraindre les Iraniens à céder, mais sans tenir compte de la situation régionale. Or la réponse iranienne fut à la fois d'internationaliser et d'accélérer la crise. Très habilement, l'Iran a mis en avant les conflits « secondaires » (Israël-Palestine ; Israël-Hezbollah) pour éviter tout choc frontal.

Le régime iranien a donc délibérément choisi l'escalade, notamment avec les déclarations anti-israéliennes d'Ahmadinejad à l'automne 2005. Il a aussi choisi lui-même le terrain d'affrontement en profitant des tensions entre Israël et le Hamas, tout en gardant un profil beaucoup plus bas sur ses frontières proches (Irak, Afghanistan), où de toute façon le temps joue pour lui.

Personne à Téhéran ne pense sérieusement que l'Etat d'Israël soit menacé par une attaque en tenaille du Hamas et du Hezbollah. L'idée est plutôt de délibérément faire monter les enchères pour faire sentir aux Occidentaux ce qu'une extension de la crise à l'Iran pourrait leur coûter (crise de l'énergie, enlèvement en Irak et en Afghanistan), sans se trouver eux-mêmes en première ligne. C'est une façon de sanctuariser le pays.

Téhéran rejoue donc le « front du refus » : celui des pays et mouvements arabes opposés à toute reconnaissance d'Israël, de la Syrie au Hezbollah en passant par la « rue arabe ». Le discours officiel est donc panislamiste et joue sur la corde de l'anti-impérialisme, du nationalisme arabe et de l'antisionisme.

Mais, derrière cette habile manipulation de conflits extérieurs, Téhéran a évidemment une stratégie de long terme : devenir la grande puissance régionale au détriment de ses voisins arabes. La carte que l'Iran joue ici, outre bien sûr celle de sa capacité nucléaire, est l'arc chiite, de l'Irak au Hezbollah, en passant par le régime syrien. La montée en puissance du chiisme se fait à l'encontre de l'alliance des deux forces qui avaient soutenu l'Irak de Saddam Hussein dans sa guerre contre l'Iran (1980-1988) : l'islamisme sunnite et le nationalisme arabe.

Dans le fond, la génération des anciens combattants iraniens, dont Ahmadinejad est représentatif, refait la guerre qu'elle a perdue. De plus, cette alliance de fait entre islam sunnite et nationalisme arabe constitue le coeur de l'opposition des Irakiens sunnites à la montée en puissance des chiïtes. De fait, aujourd'hui, en Irak, les ennemis des sunnites apparaissent de moins en moins être les Américains et de plus en plus les chiïtes, comme le montre l'évolution des pertes et des attaques dans le pays.

Les régimes sunnites arabes (Jordanie, Arabie saoudite, pays du Golfe) voient désormais dans cet arc chiite la plus importante des menaces et n'hésitent plus à se désolidariser ouvertement de la nouvelle aventure contre Israël. Dans ce contexte, le Hamas va vite se trouver au coeur de la contradiction : soit en rajouter dans l'escalade militaire et n'être plus alors qu'une courroie de transmission d'intérêts étrangers chiïtes, soit s'affirmer comme acteur politique nationaliste.

Mais, dans ce dernier cas, encore faut-il qu'Israël accepte de négocier avec le Hamas, ce qui est peu probable. De même au Liban, il reste à savoir quelle logique va l'emporter chez les non-chiïtes : solidarité avec le Hezbollah ou au contraire opposition à une aventure qui n'a plus rien à voir avec les intérêts nationaux libanais. Partout les sunnites vont être amenés à faire des choix par rapport aux forces chiïtes qui mènent le jeu aujourd'hui. Encore faut-il que ces mouvements sunnites puissent justement entrer dans une logique politique de négociations. Ce qui suppose qu'Israël sélectionne soigneusement ses cibles au Liban et garde la porte ouverte avec la branche politique du Hamas. Mais il faut également que les régimes sunnites cessent leur rhétorique stérile qui les amène à soutenir en parole des mouvements dont ils souhaitent la défaite.

Plus que jamais c'est la voie politique qui doit s'imposer : cette voie n'est pas forcément celle de la diplomatie, mais celle de l'ajustement de la force militaire à des fins politiques.

**Olivier Roy**

---

## Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Voyages  
» Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Shopping » Newsletters  
» Opinions » Blogs » Finances » Immobilier » Nautisme » RSS

## Le Monde

» Abonnez-vous 15€ par mois

» Déjà abonné au journal



© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | Conditions générales de vente | Qui sommes-nous ? | Index | Aide